

Israël et les étiquettes

A la mi-janvier, l'ambassadeur des Etats-Unis en Israël s'est énervé. Courtoisement mais en public, ce qui est assez peu fréquent dans le métier. Le diplomate, Daniel Shapiro, avait quelque chose d'important à communiquer : le gouvernement de Benyamin Nétanyahou serait en train d'enterrer la solution dite des deux Etats – la création d'un Etat palestinien aux côtés de l'Etat d'Israël. Comment dit-on " mettre les pieds dans le plat " en langage diplomatique ?

L'ambassadeur s'exprimait lors d'une conférence sur la sécurité à Tel-Aviv. Il a pointé " l'inquiétude et la perplexité " des Etats-Unis devant la poursuite des implantations israéliennes en Cisjordanie. La progression de la colonisation est au cœur de la politique de la majorité de droite et d'ultradroite au pouvoir à Jérusalem. " Honnêtement, cela conduit à se poser des questions sur les intentions à long terme " de Nétanyahou, a poursuivi l'ambassadeur.

Il a été explicite : quel est l'avenir de la Cisjordanie si les implantations se multiplient et rendent de plus en plus difficile l'idée même de " séparation " entre les deux populations ? Plus de 400 000 Israéliens vivent en Cisjordanie – territoire qu'Israël occupe depuis la guerre de juin 1967 – dans une tension quotidienne avec quelque 2,5 millions de Palestiniens.

Deux semaines plus tôt, au moment de Noël, l'ambassadeur d'Israël aux Etats-Unis, Ron Dermer, avait nourri les inquiétudes de son collègue américain. M. Dermer s'était livré à une petite provocation en forme de profession de foi politique. Le paquet-cadeau offert par l'ambassade israélienne à Washington, à l'occasion des fêtes, portait la marque de ce militant du Likoud et proche du premier ministre : il ne comprenait que des produits – vin, halva, huile d'olive, cosmétiques – fabriqués dans les implantations israéliennes de Cisjordanie et du Golan. Et estampillés " made in Israel ". Façon d'affirmer que le sort des territoires disputés serait déjà tranché ?

Les prémices d'une tragédie

Barack Obama va devoir prochainement répondre à cette question qui n'a rien à voir avec le commerce extérieur et tout à voir avec la politique : quelle étiquette pour les importations aux Etats-Unis de produits venant des implantations israéliennes en Cisjordanie ? L'Union européenne, premier partenaire commercial d'Israël, a tranché en novembre 2015 : ils doivent porter une mention singulière, spécifiant leur origine, distincte de la seule appellation " made in Israel ".

Cela ne relève pas de la partie de pilpoul entre spécialistes en marketing. Pour la droite israélienne, c'est au cœur d'une bataille politique fondamentale. Il faut effacer la " ligne verte ", celle qui, à partir de 1948 et jusqu'en juin 1967, servit de " frontière " entre Israël et la Jordanie. Pourquoi, dans quel dessein, sinon celui d'affirmer la pleine souveraineté israélienne sur l'ensemble de la Cisjordanie – et, donc, la légitimité des implantations ? D'où la rage de Benyamin Nétanyahou dont l'entourage n'a pas hésité à qualifier la décision de l'UE " d'antisémitisme " ni à esquisser, au sujet de cette question de l'étiquetage, une comparaison avec l'étoile jaune que devaient porter les juifs sous le régime de Vichy en France. Rien de moins.

L'UE ne boycotte pas lesdits produits, comme le rappelait dans Le Monde (14 novembre 2015) un ancien ambassadeur d'Israël en France, Elie Barnavi. Elle ne participe aucunement à la campagne BDS (boycottage, désinvestissement et sanctions) à l'encontre d'Israël. Elle demande seulement, écrivait-il, le rappel d'une évidence : ces produits sont fabriqués dans des territoires ne faisant pas partie de l'Etat d'Israël au regard du droit international. Il s'agit juste de préserver l'avenir, la possibilité d'une solution à deux Etats, même en acceptant nombre d'ajustements à cette " ligne verte ".

Pour la deuxième fois, à Washington, le Congrès a glissé dans un ensemble législatif – sur les réglementations douanières – une disposition imposant aux Etats-Unis de traiter les produits venant des colonies comme des produits " made in Israel ". La Chambre des représentants a voté, le Sénat doit le faire. M. Obama opposera-t-il son veto ? Le paquet-cadeau de l'ambassadeur israélien aux Etats-Unis n'était pas de l'humour Likoud. Il relève d'une campagne politique que la droite israélienne entend gagner à

Washington – pour l'importance du symbole en question.

Dans son dernier rapport sur la Cisjordanie, l'ONG Human Rights Watch comptait pas moins de 1 000 usines israéliennes sur ce territoire. Elles bénéficient d'aides spéciales, fiscales, foncières et dans le domaine de l'accès à l'eau. Vrai, elles emploient des Palestiniens. Vrai aussi, les Palestiniens ont souvent le plus grand mal à développer leurs entreprises. A Jérusalem, les colons sont devenus un groupe de pression économique.

Commentaire d'un haut responsable de l'administration Obama : " Cela commence à ressembler à une annexion de facto " de la Cisjordanie. Elle solderait la fin de la solution dite des deux États. C'est pourquoi un demi-millier d'éminents Israéliens de tous les milieux ont défendu la décision de l'UE. C'est pourquoi, voix trop isolée au Parti travailliste, le député Omer Bar-Lev, ancien officier d'élite, met sur la table des propositions qu'Israël peut décider unilatéralement : démantèlement des colonies situées hors des grands blocs d'implantations, incitations financières à l'évacuation pour les autres.

Projet idéologique, le développement continu des colonies donne le sentiment que quelque chose d'irréparable est à l'œuvre, les prémices d'une tragédie. Dans un entretien aux Echos (5 au 6 février), l'historien Marc Ferro avertissait : " L'idéologie est une forme privilégiée de l'aveuglement. "

par Alain Frachon

© Le Monde